



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1225
28 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 24 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR
INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE LA YUGOSLAVIE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 24 décembre 1998 qui vous est adressée par Momir Bulatovic, Président du Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie (voir annexe I), ainsi que le texte d'un mémoire exposant la position de la République fédérale de Yougoslavie au sujet de la région de Prevlaka et du maintien du régime de sécurité institué par l'Organisation des Nations Unies (voir annexe II).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé Vladislav JOVANOVIĆ)

ANNEXE I

Lettre datée du 24 décembre 1998, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Gouvernement
fédéral de la République fédérale de Yougoslavie

Le Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie a toujours accordé une importance externe à la présence des observateurs militaires des Nations Unies dans la presqu'île de Prevlaka et à leur mission fondamentale – préserver le régime de sécurité institué par l'Organisation des Nations Unies dans cette région contestée en attendant le règlement durable du différend.

Au nom du Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie, j'ai l'honneur de demander que le Conseil de sécurité de l'Organisation proroge le mandat de la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (MONUP) au-delà du 15 janvier 1999 pour une période supplémentaire de six mois.

Les négociations des deux parties sont entrées dans une nouvelle phase; tout d'abord les Ministres des affaires étrangères de la République fédérale de Yougoslavie et de la République de Croatie se sont rencontrés à Zagreb le 18 août 1998, puis les délégations des deux pays ont tenu des réunions à Zagreb le 16 septembre, à Belgrade le 9 octobre et à Zagreb le 23 décembre. Un mémoire joint à la présente contient une note exposant la position de la République fédérale de Yougoslavie au sujet de la ligne de démarcation dans la zone contestée de Prevlaka et des solutions au différend, ainsi qu'un exposé des arguments de la République fédérale de Yougoslavie (voir annexe II).

La création et le maintien d'un climat favorable aux négociations sont extrêmement importants pour la recherche d'une solution durable. Considérant que c'est aux deux parties concernées qu'il incombe au premier chef de réaliser cet objectif, le Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie espère que le Conseil de sécurité dissuadera la République de Croatie de commettre des actes illicites dans la baie de Boka Kotorska et dans le territoire de Prevlaka et la persuadera de respecter scrupuleusement le régime et les frontières des zones "bleues" et "jaunes" institués par l'ONU afin que les négociations puissent se dérouler dans un climat de confiance.

Le Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie tient à donner au Conseil de sécurité l'assurance qu'il est déterminé à poursuivre les négociations en toute bonne foi, en respectant les intérêts des deux parties.

Le Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie, qui accorde une importance extrême aux négociations bilatérales qui viennent de débiter, a répondu de manière constructive à l'appel lancé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1183 (1998) du 15 juillet 1998 et aux observations formulées par le Secrétaire général dans son rapport sur la Mission d'observation des Nations Unies à Prevlaka (S/1998/939). Il est résolu à trouver une solution mutuellement acceptable par voie de négociations directes. Je tiens à vous assurer que, pour sa part, la République fédérale de Yougoslavie continuera à coopérer pleinement avec la Mission d'observation et lui prêtera tout l'appui dont elle a besoin pour s'acquitter de sa tâche.

/...

Compte tenu du rôle et de la responsabilité de l'ONU et de la MONUP en ce qui concerne le maintien du régime de sécurité des Nations Unies dans la presqu'île de Prevlaka et l'instauration d'un climat favorable aux négociations, le Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie demande une nouvelle fois au Conseil de sécurité de proroger le mandat de la Mission au-delà du 15 janvier 1999 pour une période supplémentaire de six mois.

(Signé) Momir BULATOVIC

ANNEXE II

Mémoire exposant la position de la République fédérale
de Yougoslavie au sujet de la presqu'île de Prevlaka et
du maintien du régime de sécurité des Nations Unies

La République fédérale de Yougoslavie n'a pas l'intention de demander que le contentieux de Prevlaka soit examiné par le Conseil de sécurité, étant donné que, conformément à l'Accord portant normalisation des relations entre la République fédérale de Yougoslavie et la République de Croatie daté du 23 août 1996, celui-ci fait l'objet de négociations entre les deux États, mais elle se sent tenue de mettre le Conseil au courant de l'évolution du processus de négociation engagé avec la République de Croatie et du fonctionnement du régime de sécurité des Nations Unies à Prevlaka.

I

Lors des réunions de négociation qu'elles ont tenues à Zagreb le 16 septembre, à Belgrade le 9 octobre et à Zagreb le 23 décembre 1998, les délégations de la République fédérale de Yougoslavie et de la République de Croatie ont adopté un règlement intérieur pour leurs travaux et ont présenté leurs positions de principe et leurs vues concernant la question de Prevlaka.

À la réunion tenue à Zagreb le 23 décembre 1998, la délégation de la République fédérale de Yougoslavie a remis à la partie croate une note exposant la position de la République fédérale de Yougoslavie au sujet de la ligne de démarcation et le prolongement de la frontière nationale, avec arguments à l'appui.

Outre les arguments présentés dans la proposition yougoslave relative à la ligne de démarcation entre les deux pays, la République fédérale de Yougoslavie a, en répondant aux arguments de la République de Croatie, avancé les arguments ci-après :

a) La République fédérale de Yougoslavie considère que Prevlaka fait partie de son territoire en application du principe uti possidetis de facto, qui est pleinement conforme au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux documents de l'OSCE;

b) Le fait qu'aucune délimitation n'a jamais été effectuée dans la région en litige démontre la fausseté de la position de la République de Croatie qui accuse la République fédérale de Yougoslavie de vouloir modifier les "frontières internationalement reconnues". La République fédérale de Yougoslavie souhaite uniquement délimiter le tracé de la frontière internationale avec la République de Croatie dans le secteur méridional, sur la base du droit international et du principe de l'égalité, car il s'agit là d'une obligation de deux États ayant une importance internationale;

c) Si la question de Prevlaka est examinée par le Conseil de sécurité au titre du point intitulé "Situation en Croatie", cela tient uniquement aux conditions particulières dans lesquelles la mission militaire d'observation de

/...

l'ONU à Prevlaka a été constituée en tant que mission indépendante, si bien qu'il ne peut s'agir là ni d'un argument juridique ni d'un argument politique;

d) Il n'y a aucun propriétaire privé sur le cap Ostri, c'est-à-dire Prevlaka. Le processus de vente des terres a commencé en 1858 et s'est terminé en 1918 par une série de contrats d'achat absolument valides en droit.

II

Il ne fait aucun doute que, mise à part la responsabilité des deux parties, c'est à l'Organisation des Nations Unies et à ses observateurs militaires qu'il incombe essentiellement de créer un climat propice aux négociations, en respectant pleinement le régime de sécurité des Nations Unies à Prevlaka dans les zones désignées par l'ONU.

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie souhaite appeler de nouveau l'attention du Conseil de sécurité sur les deux incidents qui se sont produits dans la baie de Boka Kotorska le 12 août et le 10 septembre 1998, au cours desquels la police de la République de Croatie a détenu deux citoyens yougoslaves, sans autorisation et contrairement aux règles du droit, et a tiré sur des pêcheurs yougoslaves, mettant leur vie en danger et causant des dommages matériels, en violation flagrante de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République fédérale de Yougoslavie. Le Gouvernement fédéral proteste une fois de plus contre ce comportement illégal de la République de Croatie.

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie souhaite appeler de nouveau l'attention du Conseil de sécurité sur le fait que, depuis la mise en place du régime de sécurité des Nations Unies à Prevlaka, la République de Croatie a construit huit installations destinées à des fins militaires dans la zone soumise au contrôle de l'ONU, c'est-à-dire la "zone bleue", dans laquelle la présence de toute personne autre que les membres de la Mission des Nations Unies est absolument interdite. Le nombre d'installations construites illégalement à des fins militaires dans la "zone jaune" démilitarisée est bien plus grand encore.

La République de Croatie a pris ces mesures illégales bien que les frontières et le régime des zones bleue et jaune aient été définis et acceptés par le Président de la République fédérale de Yougoslavie et le Président de la République de Croatie (voir S/24848 et S/24600). La République fédérale de Yougoslavie n'a pris de mesures à cette occasion que pour réagir face à ce comportement illégal de la République de Croatie (voir S/1996/180).

Ces actes illégaux de la République de Croatie créent une psychose de peur chez les habitants de la baie de Boka Kotorska, c'est-à-dire au Monténégro, et ne sont guère de nature à créer un climat propice aux négociations. La République fédérale de Yougoslavie souhaiterait vivement que le Conseil de sécurité, exerçant ses responsabilités, fasse le nécessaire pour annuler les effets de ces actes illégaux de la République de Croatie et pour empêcher à

l'avenir que des personnes originaires de la République de Croatie ne soient présentes dans la zone relevant du contrôle de l'ONU. L'ONU s'est en effet engagée le 20 octobre 1992 à garantir que la République de Croatie ne pénétrerait pas dans la zone contrôlée par les Nations Unies (zone bleue).

Le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie souligne une fois encore qu'elle souhaite ardemment la préservation et le strict respect du régime de sécurité créé en 1992 par les Nations Unies pour Prevlaka, dont les frontières et le fonctionnement ont été acceptés par la République fédérale de Yougoslavie et la République de Croatie.
